



Monsieur l'Administrateur général des finances publiques de l'Eure ;

Vous êtes à la tête de notre département depuis la fusion de 2010, depuis cette date la CGT FP27 ne cesse de vous demander de créer les conditions permettant le respect des partenaires sociaux dans la droite ligne des directives de notre administration (calendrier des réunions en concertation avec les représentants des personnels- respect des délais et des contraintes calendaires de chacun, procès verbaux de CT...).

A ce jour, nous avons le sentiment que vous vous efforcez à ne pas respecter nos demandes, nous ne pouvons que le regretter et vous nous obligez à prendre des mesures allant jusqu'au boycott des réunions institutionnelles.

Plus grave encore, nous avons le réel sentiment que le dialogue social au sein de notre département se réduit à ce que l'on pourrait qualifier de monologue social. Vous ne nous entendez pas, vous campez derrière le positionnement de la direction générale et ne souhaitez pas associer les représentants des personnels aux décisions que vous prenez.

Lors de notre intervention dans le cadre du CHS-CT du 1er avril dernier, nous vous rappelions que le taux de grévistes du département, le 20 mars dernier, était supérieur de 10 points au taux national. Or, vous n'avez même pas pris la peine de répondre à ce point de notre déclaration liminaire alors même que vos agents sont en souffrance. Vous-même écrivez dans l'avant projet de diagnostic départemental « qu'un nombre croissant de cadres et d'agents manifestent de plus en plus ouvertement une fatigue et donc une adhésion déclinante. Le sentiment de ne jamais en voir le bout, d'être arrivé à un point de rupture est clairement perceptible ».

Le CHS-CT ne serait-il pas non plus le lieu d'une discussion sur les conditions de travail des agents ?

Les élus de la CGT FP27 ne viennent pas aux réunions institutionnelles pour faire de la figuration, ils ne participeront donc pas au prochain CT.

Vous évoquez souvent la transparence, la CGT-FP 27 la pratique, aussi nous vous indiquons transmettre copie de ce courrier au bureau RH1A.

Les élus CGT en CT.

